

# Rapport de mandat 2009-2010

Rédigé par le vice-président exécutif de la FÉÉCUM, Simon Ouellette,  
le 27 mars 2010

Fédération des étudiants et étudiantes de l'Université de Moncton

Dans le document qui suit se retrouve un bilan de ce qui fut effectué durant mon mandat. Mais plutôt que simplement d'étaler le nombre et les types de réunions auxquelles j'ai participé, j'ai ajouté une forte doses de mes réflexions et de propositions pour éclairer tous les futurs vp exécutifs (ou externes) de notre Fédération dans l'exercice de leur fonction.

Le rapport est divisé en 9 parties :

1. Comité externe
2. 40<sup>e</sup>, soirée Kacho
3. Rapprochement avec la communauté avoisinante de Sunny Brae
4. L'AENB
5. La vision à long terme de la FÉÉCUM
6. La prise de position
7. L'ACAE
8. Les liens avec la SANB et le Forum de concertations
9. Conclusion

Une annexe a été ajoutée au rapport pour compléter certaines informations.

## **Comité externe**

Anciennement, le comité externe existait afin de réunir des étudiants afin de développer nos stratégies de campagne et de nos actions externes. À cause d'une faible participation aux comités et d'une révision de la définition des comités consultatifs, le comité externe est un comité ad hoc. Nous nous sommes rencontrés pour établir une stratégie de levée de fonds pour Égalité santé en français, tel que mandaté par le C.A. Un document proposant des méthodes de levées de fonds fut rédigé. Le comité ne se rencontra plus par la suite, le C.A. n'ayant pas mandaté le comité sur quoi que ce soit. Je suggère de redonner au comité externe son statut permanent, et de l'utiliser non comme un groupe qui fait uniquement de la logistique, mais plutôt qui fait aussi de la recherche sur ce qui se passe à l'externe (que ce soit à tous les niveaux : politique, social, culturel et dans le mouvement étudiant en général). Sans un tel regroupement des membres, la recherche risque d'être effectuée seulement que par le Vp exécutif. Je conseille le prochain C.E. et le prochain C.A. à modifier la politique sur les comités consultatifs; l'aspect consultatif à de sérieux défauts. Sans forme de pouvoir de décision ou de privilèges quelconques, ces conseils semblent uniquement servir comme un regroupement de bénévoles aux diverses vice-présidences de l'exécutif de la FÉÉCUM. Ceci ne fait que renforcer cette vision hiérarchisante de la fédération; ou le Conseil exécutif semble être une entité supérieure au Conseil d'administration. Dans le cas du comité externe, je propose qu'on lui dote d'un privilège spécifique; l'accès direct à nos ressources de recherches, c'est-à-dire notre agent de recherche employé. Procédant par un vote de consensus, le comité externe devrait pouvoir demander qu'une recherche soit faite sans nécessiter l'approbation du C.E. Depuis que la FÉÉCUM s'est dotée d'un agent de recherche, on remarque que le C.E. conserve jalousement d'un privilège qui est autant de nature législative qu'exécutive.

## **40<sup>e</sup>, soirée Kacho**

Dans le cadre de la célébration du 40<sup>e</sup> de la FÉÉCUM, nous avons monté en collaboration avec le conseil des Arts, une *Soirée Kacho* au club étudiant l'Osmose. Cette soirée fut un franc succès, comme l'année précédente l'avait été. Malgré que ce type d'activité ne relève pas nécessairement du domaine externe, Marco et moi avons bien relevé la tâche. J'utiliserai cet exemple d'évènement pour encourager les prochains exécutifs à oser participer à des projets qui ne relèvent pas exactement de leurs fonctions. Ceci me permit de constater à la fois à quel point le travail du vp activités sociales est exigeant et aussi comment l'entraide, le décloisonnement des postes est un atout pour tout bon conseil.

Dans un autre ordre d'idées, je veux souligner à quel point il est capital pour notre bar\club étudiant d'y impliquer et d'y intégrer la communauté artistique acadienne. Si nous nous sommes acharnés à raviver pour une soirée cet « esprit de liberté du Kacho », c'était bien pour montrer concrètement à quoi ressemble un bar lorsque les étudiants s'en approprient.

Notre lieu de rassemblement étudiant doit être un lieu de création ou l'Acadie moderne se fait forger. Lorsque les étudiants et la communauté n'ont pas un réel sentiment d'appartenance pour leur club, on n'a pas à s'étonner lorsqu'ils ne protestent pas la fermeture de ce lieu.

### **Rapprochement avec la communauté avoisinante du campus**

Ce dossier fut très bien accompli cette année. Les réunions avec le comité de citoyens de Sunny Brae furent très constructives et positives, ce qui nous permit d'unir nos forces pour mandater la ville de créer un comité (non permanent) municipal ayant pour but d'élaborer un plan pour la revitalisation du quartier de Sunny Brae.

Siégeant sur le comité, la FÉÉCUM participa activement à de multiples rencontres s'étalant sur sept mois afin de composer le plan en question. Le document final du comité fut accepté à l'unanimité par le conseil municipal, le 16 mars 2010. Cela signifie d'abord et avant tout que le quartier connaîtra des changements dans le zonage significatifs, pour à la fois protéger le caractère familial de Sunny Brae et aussi revitaliser certains autres endroits en permettant une plus grande densité résidentielle (donc plus d'endroits à louer pour les étudiants). En deuxième ordre, on devrait remarquer dans les années à venir un plus grand contrôle sur les maisons de chambres, une amélioration de l'esthétique et un l'investissement dans les zones vertes et les parcs. Je dois cependant souligner que le problème des maisons de chambres reste à être réglé et il demandera une action politique provinciale concertée. Il est impératif que les maisons de chambres soient règlementées, car présentement elle ne figure pas sous la loi de l'habitation. Trop souvent des étudiants se font escroquer des centaines de dollars par des propriétaires qui exploitent cette faille dans la loi.

### **Alliance étudiante du Nouveau-Brunswick (AÉNB)**

Cette année, l'AENB se pencha surtout sur les dossiers internes. Nous avons connu peu de progrès cette année. L'alliance chercha plutôt à améliorer le nouveau programme provincial de *prestation pour l'achèvement des études dans le temps requis* (mieux connu sous le nom de Timely Completion Program) afin de le transformer en réel plafond d'endettement.

Pendant mon mandat j'ai assisté à plusieurs téléconférences, j'ai siégé au comité de politiques<sup>1</sup>. J'ai eu la chance d'assister aux multiples réunions à Edmundston, Fredericton, Shippagan et Sackville.

Si je me fie aux rapports des 3 exécutifs précédents, plusieurs membres ont à maintes reprises tenté, en vain, de restructurer l'AENB afin de la faire fonctionner à son supposé *plein potentiel*. Je reconnais pleinement que les étudiants doivent unir leur voix pour s'affirmer sur tous les

---

<sup>1</sup> Malheureusement, l'organisme ne demande aucunement à tous ses membres de participer (donc ils ont créé un comité) à l'élaboration des revendications (ce qu'on appelle les policy documents).

fronts (surtout sur l'arène politique!), mais aussi pour pouvoir s'entraider et mieux communiquer entre eux. Nous sommes maintenant à une impasse sérieuse; le seul organisme qui dispose le mandat de remplir cette tâche indispensable est présentement moribond et résiste à toute forme de réorganisation drastique depuis au moins 4 ans. De plus, l'organisme à encore beaucoup de difficultés à faire du lobbying, car il manque de financement et de ressources humaines. En se définissant comme un organisme de lobbying, cette alliance se détache de la masse étudiante qu'elle est censée représenter. Le lobbying ne demande aucun engagement de la part des étudiants, et demande trop haut niveau d'expertise et d'effort de compréhension pour pouvoir permettre une participation significative de ceux-ci.

Le Lobbying à ses limites et ses avantages, mais il est sans force s'il ne peut rallier ses membres vers un message commun fort nécessaire pour créer un rapport de force étudiant.

Ne faisant pas toujours un travail fantastique en lobbying, l'AENB échoue complètement à combler le vide revendicatif dans le mouvement étudiant. Mais cela est en quelque sorte le résultat de l'indécision de ses propres membres. La FÉÉCUM est aux prises avec le même problème. Si eux-mêmes, les chefs étudiants, ne sont pas prêts à prendre la rue pour leurs objectifs, comment peuvent-ils oser demander l'engagement de la masse?

Je ne prétends pas posséder une recommandation qui pourrait tout régler, mais le statu quo à l'AENB est intenable. Des changements constitutionnels sont nécessaires afin d'y inclure une analyse et une stratégie d'action qui dépasse l'éducation et vise la solidarité avec l'ensemble des mouvements sociaux progressistes. Des objectifs à long terme sont nécessaires pour lui clarifier une orientation à gauche. L'AENB renouvelée n'existera pas si elle conserve comme seul moyen d'action le lobbying.

### **Vision à long terme de la FÉÉCUM**

J'admets avoir échoué à mon objectif électoral de doter la FÉÉCUM d'une vision à long terme. J'ai rapidement compris comment l'exécutif n'impose pas ses valeurs sur le C.A. ! ;) Le refus de ma proposition contre le recrutement militaire sur le campus (en décembre 2009) en est une preuve solide. Heureusement, un processus d'élaboration d'une vision à long terme (et d'une mise à jour des principes directeurs de Fédération) semble avoir été reconnu comme pertinent lors de la réunion du C.A. du 21 mars 2010. J'ai un bon espoir pour le conseil de l'an prochain qui semble prêt à relever le défi (avec l'aide inestimable du directeur général). L'action politique étudiante légitime requiert un consensus sur une base de principes philosophiques qui mettent au clair le rôle de l'éducation dans notre société.

Ayant beaucoup parlé de ma fameuse **Gratuité scolaire** lors de ma campagne, notre agent de recherche, Marco Morency, rédigea, tel que mandaté, un rapport concernant ce sujet : *Pour ou contre la gratuité scolaire?*. Ce rapport fut distribué à tous les membres du C.A. par voie électronique. Malheureusement, le document semble avoir suscité peu de réactions chez nos représentants. Néanmoins, je profite de ce rapport pour expliquer le fondement de mon argumentaire, en citant l'ASSÉ :

*« Pour que le système d'éducation soit l'instrument collectif d'un projet de société progressiste, autant sur le plan politique, social, économique que culturel, il ne peut-être que public. Son financement doit donc être assuré collectivement. C'est ce qui motive l'ASSÉ à dénoncer la tendance des dernières années, encouragée par les pouvoirs publics, à la colonisation des institutions d'enseignement par les entreprises privées. La contribution de celles-ci au système d'éducation doit être par le biais des impôts et non par des investissements directs qui subordonnent les activités d'éducation aux étroites finalités de la production capitaliste.<sup>2</sup> »*

### **Prises de position**

La prise de position journalière de la FÉÉCUM confirme les paroles de Philippe Ricard de l'Acadie Nouvelle ; la FÉÉCUM est passée d'un organisme de revendication à un organisme de défense de droits de ses membres. Nous avons en effet tenu un discours modéré, parfois évitant un peu de radicalisme par peur de ne pas être appuyé des étudiants. Par l'incertitude de l'étendue de notre leadership, le réflexe d'anticipation a généré en partie la réponse imaginée. Nous avons fait quelques tentatives pour renverser la vapeur, notamment en prononçant la FÉÉCUM pour appuyer Égalité santé en français et appuyer l'affichage francophone à Dieppe. Chose certaine, les structures sont déjà en place pour unir la communauté acadienne et mettre l'éducation au premier plan. La SANB est une actrice importante avec laquelle il faut continuer à bâtir des liens d'entraide comme le font les syndicats.

### **Alliance canadienne des associations étudiantes (ACAÉ)**

La FÉÉCUM étant membre de l'ACAÉ depuis déjà quelques années, j'eus la chance de participer pleinement dans les séances plénières et activités de lobbying propres à cet organisme fédéral. Je pense notamment à la transition printanière (Acadia University), aux réunions de Calgary en juin, à la rencontre d'Halifax en hiver, et finalement au Lobbycon à Ottawa en mars. Comme vp, j'ai participé à deux comités de politiques (plus précisément les groupes concernant une stratégie nationale de garderies et une plus grande aide offerte pour les étudiants internationaux) Vivant des problèmes intestinaux similaires à ceux de l'AENB, l'organisme mit

---

<sup>2</sup> Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) <http://www.asse-solidarite.qc.ca/spip.php?article17&lang=fr> , consulté le 24 mars 2010.

beaucoup d'énergie à refaire ses politiques internes; cela fit en sorte que nos revendications plus « externes » furent plutôt délaissées. Vers la fin de l'année, de nombreux problèmes furent réglés, mais il reste encore des problèmes majeurs avec l'organisme, ceux-ci datant depuis longtemps.

Un problème majeur demeure dans l'absence d'orientation idéologique claire. Les principes fondamentaux de l'ACAE sont, selon moi, en contradiction. Voir l'explication en annexe\* .

J'encourage le prochain vp exécutif de raviver l'intérêt pour les réformes proposées en 2002 par SSMU et UASU. Les points touchés dans leur rapport *"Fighting for an Effective CASA: The Winds Are Changing Again"* conservent toujours toute leur pertinence. Malencontreusement, je ne suis tombé sur le document qu'en fin de mandat, suite au Lobbycon 2010. En bref, ce rapport touchait 10 points essentiels, dont 4 en particulier qui me semblent des plus pressants :

*Speak out about all basic principles of privatization,*

*Address the overarching issues surrounding tuition*

*Encourage membership mobilization*

*Address student issues rather than exclusively educational issues*

J'ai mis en deuxième partie de l'annexe un article de journal étudiant de McGill, *The McGill Tribune*, qui résume adéquatement le climat qui régnait en 2002. Notons qu'aujourd'hui, la Students' Society of McGill University n'est plus member de l'ACAE.

### **Forum de concertation et SANB**

Nous avons été des membres actifs au sein du forum en tant que membres du secteur éducation. D'ailleurs, cela nous a donné la chance de faire conjointement (avec la SANB) du lobbying auprès des ministres (et leurs fonctionnaires) de l'Éducation (D. Arsenault et R. Haché).

Tout au long de l'année, j'ai assisté à plusieurs réunions de la SANB, notamment 2 réunions à Beresford, 1 à Moncton et 1 à Caraquet

À la dernière rencontre du Forum, notre futur vice-président exécutif (mandat 2010-2011, Sylvain Bérubé) et moi avons fait la proposition de demander à être inclus (les membres du Forum) formellement dans la discussion présente sur la viabilité des programmes de l'Université de Moncton. Ayant été appuyés unanimement, nous espérons avoir rappelé à nos chers administrateurs que l'Université appartient avant tout au peuple acadien. Le refus récent à la demande du Forum par l'administration démontre une méfiance de mauvaise foi. Le sujet est donc maintenant d'ordre public. Les francophones comprennent le rôle singulier que joue

l'Université de Moncton dans la survie et l'épanouissement du fait acadien, et la FÉÉCUM ne doit pas accepter la « polytechnisation » de notre institution postsecondaire.

Dans l'éventualité des élections provinciales, les libéraux de S. Graham pourront-ils conserver le pouvoir pour une autre année? Je ne le crois pas. C'est ainsi, comme membre du secteur éducation, nous allons nous créer un ensemble de revendications pour faire comprendre aux divers partis le sentiment qui règne chez les Acadiens. Le secteur est en train de planifier des rencontres (lobbying au printemps) présentement afin de conscientiser les partis pendant qu'ils rédigent leur plateforme électorale. Avec une campagne de sensibilisation, des symboles distincts et des méthodes d'action directe, nous pourrions rallier toute la population acadienne pour un réinvestissement massif en éducation.

### **Conclusion**

Malgré que cette année en fut une remplie d'opportunités et de défis, j'en suis un peu déçu, pensant que j'aurais pu faire beaucoup plus. Néanmoins, il y a eu de bons moments. Toute l'expérience acquise pendant cette année me permettra de poursuivre mon engagement pour la cause étudiante acadienne et ainsi, j'espère, pouvoir réussir à faire valoir tous les enjeux sur lesquels je fus élu en 2009. Je termine en remerciant toute la gang (CA et CE) qui s'implique pour faire valoir l'éducation dans notre monde. Et enfin, je remercie les employés; plus spécifiquement Michel Albert, pour ses bonnes doses de Kung Fu, Éric Laroque son sens du réel et sa sincérité, et finalement Marco Morency, l'homme chevelu le plus sage que j'eusse connu.



## Annexe

### 1.

#### The McGill Tribune

#### SSMU proposes broad reforms to CASA

Student unions from McGill and U. of Alberta want lobby group to expand activism

Seth Offenbach | Published: 11/19/02

The Students' Society is debating the merits of membership in the Canadian Alliance of Student Associations, the federal student lobbying group founded in 1994 by SSMU and four other student unions.

SSMU Vice-President Community and Government Affairs Nick Vikander is quick to point out the benefits of membership in CASA, which has 300,000 members, strong political connections and a relatively small budget, but says the group's focus is too narrow.

"CASA has had a great effect on the Canadian Student Loan program and the Canada Health and Social Transfer fund... and they've succeeded in getting direct access to policy-makers," said Vikander. "But mobilization done in appropriate ways at certain times can make our representatives respond more strongly."

Historically, CASA has only addressed educational and funding issues, but Vikander believes CASA should address other student needs. He also said that CASA needs to improve its coverage by the media to put more pressure on the government.

With these problems in mind, SSMU and the University of Alberta Student Union presented "Fighting for an Effective CASA: The Winds Are Changing Again", a controversial document including 10 specific recommendations to improve CASA. SSMU President Martin Doe said CASA's response to the document "was more open and well received [than anticipated]."

Not all 10 points were well-received by CASA, however. CASA Communications Coordinator Erin Stevenson believes this was because "CASA was surprised by the last-minute presentation of the document." Still, Stevenson claims that CASA has an open mind and "the understanding that there are some great ideas there."

SSMU and the Alberta Student Union asked CASA to take positions on tuition increases, differential tuition, and the privatization of education. In response, CASA took stances against differential tuition and against the inclusion of education in the Free Trade Area of the Americas. Still, SSMU hoped CASA would take a more active stance.

The document also seeks an increase in "membership mobilization." Vikander said that, while "membership mobilization does not necessarily mean protest" and includes letter-writing campaigns, protest is a kind of mobilization. Vikander called this "the most contentious

recommendation," because many CASA supporters feel that student protests would reduce CASA's access to politicians. This recommendation was sent to committee for further review.

SSMU also recommended that CASA begin lobbying on the provincial level, something that it has never done before. Vikander believes that "CASA cannot continue to ignore provincial issues." He seemed satisfied that CASA was beginning to address his concern.

Finally, SSMU recommended an external review of the association, which CASA rejected because of the \$20,000 cost of doing so. While SSMU would prefer that CASA find the money for a thorough review, CASA plans to hold an internal review conference in March.

### **The pull-out method**

CASA's 'easy in/easy out' policy allows student councils to secede from the organization without a referendum, which means that SSMU Council could pull out of CASA any time this academic year. The University of Alberta students are openly considering this option and plan on making a decision by the end of December. While at least one student executive there favours pulling out of CASA, Alberta's student executive does not favour joining the rival organization, the Canadian Federation of Students.

The differences between CASA and CFS are stark. CFS has fewer contacts within the government and is far more active in protests. They organized five major 'strikes' in the last seven years, according to their website, while CASA has organized none. CFS has far higher student fees because it lobbies at both the provincial and federal levels. Finally, CFS has a broad conception of 'student issues' that SSMU Council wants CASA to adopt.

This is not the end of the road for the CASA/CFS debate. The Community and Government Affairs Committee of the SSMU plans to bring a fact-finding document to Council by the end of January with information on both CASA and CFS. Immediately after the report, Council will likely begin debate on the merits of staying with CASA.

### **SSMU's recommendations to CASA**

1. Organizational review of CASA by external sources
2. Make accessibility and affordability of education key tenets of CASA
3. Speak out about all basic principles of privatization
4. Address provincial issues
5. Address the overarching issues surrounding tuition
6. Encourage membership mobilization
7. Actively build coalitions with other lobbying groups
8. Recognize the effect of international trade agreements on education
9. Research models of education from other nations
10. Address student issues rather than exclusively educational issues

*Source: "Fighting for an Effective CASA:  
The Winds Are Changing Again"*

<http://media.www.mcgilltribune.com/media/storage/paper234/news/2002/11/19/News/Ssmu-Proposes.Broad.Reforms.To.Casa-327042.shtml> consulté le 24 mars 2010

## 2.

Voici mon explication quant à la contradiction sur 2 principes de l'ACAE (Il y a 4 principes : l'accessibilité, l'abordabilité, la qualité et l'innovation)

Définitions de 2 principes officiels, tirés du site de l'ACAE <http://www.casa-acae.com/fr/politiques/> consulté le 25 mars 2010.

**Accessibilité** : L'ACAE croit que tout étudiant doué pour les études et animé par le désir de poursuivre des études postsecondaires ne devrait pas se heurter à des obstacles — que ce soit de nature financière, sociale, politique, physique, culturelle ou autre

**Abordabilité** : L'ACAE estime que les étudiants ne devraient pas accumuler un montant de dettes qui soit irraisonnable ou insurmontable dans la poursuite ou la continuation des études postsecondaires.

Selon moi, il est contradictoire d'affirmer que l'organisme vise à éliminer les **obstacles de tout genre** (principe de l'accessibilité) à ceux qui sont qualifiés académiquement pour l'éducation postsecondaire, et que par la suite on prétend (principe de l'abordabilité) qu'une dette ne constitue « pas nécessairement un obstacle » à l'éducation. Ce flou laisse à une interprétation trop large pour ce qu'un principe directeur se doit d'être pour un organisme de revendication. Ma proposition (qui fut défaite en juin 2009) pour remédier était simple. Nous aurions pu remplacer la présente formulation par un principe plus progressiste ; « *L'ACAE estime que les étudiants ne devraient pas être forcés d'accumuler une dette afin de poursuivre leurs études postsecondaires.* »